

POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME : REVOLUTION SOCIALE ET LIBERTAIRE !



Alors que la crise n'a jamais frappé aussi durement les travailleur-se-s, avec ou sans emploi, en formation ou en retraite, la loi des patrons continue de s'imposer violemment. Quelle que soit la couleur politique du gouvernement, les responsables de la crise, soutenus par l'État, continuent de s'enrichir, tandis que les groupes d'extrême-droite paradent dans les rues, ou prennent des municipalités!



Partout en Europe, les actionnaires se gavent, les exploité-e-s paient avec la bénédiction des États et des médias qui répètent à qui veut l'entendre que l'austérité nous guidera vers des lendemains meilleurs. Les pays du Sud de l'Europe (Espagne, Grèce, Portugal, Italie) font durement l'expérience de la violence de ce système capitaliste. Qu'on prenne garde, la France y arrive aussi, sous la direction d'un gouvernement "socialiste" ! Grâce à la casse du droit du travail, les actionnaires vont pouvoir licencier à tout va ! Grâce aux baisses des prestations sociales, le gouvernement va pouvoir financer ses cadeaux sous forme d'exonérations de cotisations patronales.

C'est le renforcement de l'exploitation salariale, du vol des fruits de notre travail par les actionnaires et les patrons !

Quelques chiffres :

Aux 20 milliards du CICE s'ajoutent 10 milliards sur 2 ans:

Au 1er janvier 2015: suppression totale des cotisations sur le SMIC: 4.5 milliards d'Euros

Dès 2015: baisse de 3 points des cotisations famille pour les travailleurs indépendants et artisans/: 1 milliard d'Euros

Au 1er janvier 2016: et jusqu'à 3.5 fois le smic (soit 90% des salariés), allègements des cotisations familiales: 4.5 milliards d'Euros

La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) sera entièrement supprimée en trois ans. Manque à gagner : 6 milliards, 1 milliard dès 2015.

La surtaxe sur l'impôt sur les sociétés cessera « comme prévu » au 1er janvier 2016.

L'impôt sur les sociétés sera ramené de 33% à 28% d'ici 2020, avec une première étape en 2017.

Plusieurs dizaines d'autres « petites taxes » seront supprimées

L'État au service du patronat

L'État est l'arme des classes dominantes pour protéger leurs intérêts. Son rôle premier est donc de garantir la stabilité de l'ordre et des rapports sociaux au sein de la société capitaliste. Il préserve ainsi ses deux piliers centraux, la propriété privée et l'exploitation des êtres humains, par la répression de **toutEs celles et ceux** qui se révoltent grâce à la police, la justice voire l'armée.

Pour prévenir une révolte populaire d'ampleur, l'Etat utilise la bonne vieille recette du « diviser pour mieux régner ». Les mouvements fascistes jouent le rôle d'aiguillon dans cette stratégie en détournant la colère populaire de l'action collective contre la bourgeoisie, par la désignation de boucs émissaires : immigréEs, musulmanEs, juifs/ves, Roms, Lesbiennes, Gays, Bi et Trans... Par la guerre du « tous contre tous » et la défense de l'ordre inégalitaire dans toutes ses dimensions, ils cherchent à éviter une convergence révolutionnaire des luttes autour de l'exigence de l'EGALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE !

Toutes les **conquêtes** sociales, tous les éléments d'intérêt collectif (sécurité sociale, services publics,...) ont été imposées par la lutte, jamais par les urnes. Dès que le rapport de force en faveur des travailleuses et des travailleurs a reculé, l'Etat, qui se servait de ces **conquêtes** sociales pour légitimer son rôle, n'a eu de cesse de les détruire par le biais des privatisations et des cadeaux à la bourgeoisie.

Ce n'est donc pas de la conquête électorale de l'Etat dont les oppriméEs ont besoin, mais bien d'une lutte pied à pied contre le capitalisme dans sa globalité économique et politique, en fédérant les luttes, qui bien que nombreuses à ce jour, restent trop isolées !



NOTRE PROJET !



Le Capitalisme est basé sur la propriété privée, l'exploitation et l'accumulation du Capital entraînant inégalité, injustice, dépossession de nos vies, productivisme effréné provoquant la destruction de l'environnement.

À ce système délétère, conduisant l'humanité à sa propre destruction, nous opposons le communisme libertaire !

Nous devons reconstruire une société basée sur l'égalité politique, économique et sociale avec pour conséquences directes la liberté, l'autonomie et la solidarité. Pour y parvenir, nous ne pouvons compter sur un quelconque leader ou messie (même dit de "la vraie gauche"). Nous devons prendre en main nos vies et gérer collectivement la société !

Les élu-es, doivent être remplacé-e-s par des délégué-e-s avec des mandats précis, limités et révocables à tout moment. Les décisions doivent être prises ou validées par des assemblées générales via une démocratie directe dans les entreprises, les quartiers, dans les communes, les régions...

Si les capitalistes peuvent imposer leur société, c'est parce que ce sont eux qui concentrent l'essentiel du pouvoir dans la société actuelle : celui de nous embaucher ou pas, de choisir notre salaire, notre temps et horaires de travail... La "démocratie" qu'ils nous accordent à savoir devenir citoyenE, le temps d'une élection, ne peut changer en rien, nos conditions d'exploitéEs !

C'est à celles et ceux qui produisent les richesses que revient d'organiser et de gérer la production et la distribution des biens en fonction des besoins de la société. Ainsi, la première étape pour établir une société démocratique est l'expropriation des patrons et de mettre en commun les moyens de production. Il n'a pas de liberté, sans égalité économique de toutes et tous !

Face au productivisme destructeur, nous opposons : Utilité sociale et partage des richesses !

Pour rompre avec la marchandise : Gratuité et solidarité !

Contre les hiérarchies et l'autoritarisme : Égalité et rotation des tâches !

Pour faire reculer les nationalismes : Solidarité internationale, Antifascisme anticapitaliste !

Contre le patriarcat, l'homophobie: Soutien aux luttes du mouvement LGTB Défense de l'avortement, accès à la PMA !

Pour en finir avec la corruption et la pseudo représentativité des élu-es : Démocratie directe avec mandats impératifs !

Contre le mythe de l'État social : Socialisation des moyens de production, du secteur bancaire, autogérés par producteurs, productrices et les usagerEs !

Ensemble, construisons une dynamique pour un projet de société égalitaire, écologique, féministe, fondé sur la solidarité et la démocratie directe !


CNT
CONFÉDÉRATION
NATIONALE DU TRAVAIL

*Alternative
Libertaire*
anticapitalisme
autogestion

CGA

COORDINATION DES
GROUPES ANARCHISTES
www.c-g-a.org